



Les centres de recherche et la coopération internationale : l'expérience de l'Université du Québec en Outaouais (UQO)

Louis Favreau et Lucie Fréchette

Notes sur les auteurs

Louis Favreau est sociologue et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Il est chercheur au Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie, les entreprises et les syndicats (CRISES) et au Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT).

Lucie Fréchette détient un doctorat en psychologie. Elle est professeure au Département de travail social et des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais et elle coordonne le Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS) de cette même université.

Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)

Série Pratiques économiques et sociales N° 23

ISBN : 2-89251-218-2

Août 2004

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	2
TABLE DES TABLEAUX	2
INTRODUCTION	3
1. UN PROJET DU GÉRIS AVEC LE PÉROU (1989-1993) : LE DÉCOLLAGE D'UNE PREMIÈRE COOPÉRATION NORD-SUD	4
2. UNE FORMATION INTERNATIONALE EN DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS	6
3. UN PROJET DE COOPÉRATION DE LA CRDC AVEC L'AMÉRIQUE LATINE (1995-1997) : UNE PREMIÈRE RENCONTRE INTERNATIONALE DE CHERCHEURS ET DE DIRIGEANTS D'ONG À LIMA .6	
4. UN PROJET DE COOPÉRATION DE LA CRDC ET DU CÉRIS AVEC LES OCI DU QUÉBEC : UN PREMIER COLLOQUE À L'UQO EN 2000	7
5. UNE PARTICIPATION AU COMITÉ SCIENTIFIQUE DU PROGRAMME STEP DU BIT À GENÈVE (1998-2001)	8
6. L'ORGANISATION D'UN GRANDE CONFÉRENCE INTERNATIONALE : QUÉBEC 2001	8
7. LA CONSTRUCTION D'UN RÉSEAU INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LA «CRÉATION DE RICHESSE EN CONTEXTE DE PRÉCARITÉ»	10
8. LA TENUE D'UNE GRANDE CONFÉRENCE INTERNATIONALE À L'UQO EN 2003	11
9. LA PARTICIPATION DE LA CRDC ET DU CÉRIS AU GESQ ET AU RIPESS	12
10. EN GUISE DE CONCLUSION	13
10.1 LA COMPARAISON INTERNATIONALE, SURTOUT NORD-SUD, EST UNE QUESTION POLITIQUE.....	15
10.2 LA COMPARAISON INTERNATIONALE NORD-SUD : UNE QUESTION SCIENTIFIQUE.....	17
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	20
LISTE DES SIGLES	22

Table des tableaux

TABEAU 1 : ITINÉRAIRE DE LA CRDC ET DU CÉRIS EN COOPÉRATION INTERNATIONALE (1989-2004)	14
---	----

Introduction

À l'Université du Québec en Outaouais (UQO), la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) et le Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS) ont uni leurs efforts dès les premières années de leur développement pour construire des passerelles avec des chercheurs du Sud et des organisations québécoises et canadiennes de coopération internationale (OCI) afin de favoriser le développement de nouvelles connaissances et l'élaboration de stratégies nouvelles dans leur champ respectif de recherche et d'intervention. Les dernières années ont cependant vu s'intensifier cette coopération Nord-Sud. Le présent texte retrace l'itinéraire de ces deux dispositifs de recherche dans le développement de formes nouvelles de collaboration entre le Nord et le Sud.

La CRDC et le GÉRIS (devenu le CÉRIS) sont des regroupements volontaires de chercheurs dont la majeure partie provient du département de travail social et de sciences sociales de l'UQO. Formellement, le CÉRIS est né en 1990 comme groupe de recherche et la CRDC, comme chaire de recherche soutenue par la fondation de l'université, en 1995. Le CÉRIS a été reconnu institutionnellement comme centre de recherche en 1998 et la CRDC comme chaire de recherche du Canada en 2002. Les deux centres regroupent chacun une dizaine de chercheurs. La CRDC travaille dans le champ du développement socioéconomique des communautés (organisation communautaire, entreprises collectives, développement local et régional, politiques publiques de développement des collectivités) et le CÉRIS poursuit ses travaux dans le domaine du développement social des communautés (familles et services de proximité, organisation communautaire en santé et services sociaux, intervention psychosociale)¹.

¹ Le présent texte ne rend compte que des initiatives de la direction de la CRDC et du CÉRIS avec des réseaux du Sud et non des initiatives de tous ses chercheurs. Signalons néanmoins ici de façon non exhaustive quelques initiatives remarquables : a) la production de recherche sur l'Afrique du professeur Yao Assogba (notamment plusieurs cahiers de la CRDC et du CÉRIS) et son engagement dans l'organisation de la diaspora togolaise au Canada et dans le monde ; b) la mise en œuvre de stages professionnels en travail social du professeur Luc Lacroix facilitée, entre autre, par le réseautage international du CÉRIS; c) les travaux du

1. Un projet du GÉRIS avec le Pérou (1989-1993) : le décollage d'une première coopération Nord-Sud

À l'invitation d'une université péruvienne d'Arequipa au Pérou, deux professeurs de l'UQO, membres du GÉRIS, conçoivent, en collaboration avec une ONG péruvienne, un programme d'éducation socio-sanitaire et d'organisation communautaire adapté à la réalité des bidonvilles du Pérou. Expérimenté dans des quartiers populaires de Villa El Salvador (en banlieue de la capitale, Lima) et d'Arequipa, le programme MOI proposait une intervention sociale misant sur l'école comme tremplin de mobilisation de la communauté locale pour contrer les effets de la pauvreté et améliorer ses conditions de vie². L'intervention a pris d'autant plus de sens que le Pérou était à cette époque aux prises avec une situation économique et sociale des plus précaires qui s'accompagnait d'une grave épidémie de choléra. Projet de recherche et d'intervention en psychologie communautaire, le projet MOI a démarré grâce au soutien financier de l'Université du Québec en Outaouais et bénéficie du soutien d'organisations de coopération internationale (OCI) québécoises³.

Le projet MOI, dans sa version péruvienne, a réuni à la fois un programme d'intervention à l'école et une intervention communautaire dans le groupe résidentiel des deux bidonvilles desservis par les écoles. Il a démarré en 1989 et a duré cinq ans. Les activités étaient animées dans les écoles par des éducatrices choisies par la communauté. Au plan pédagogique, le programme MOI utilisait le jeu comme base de toutes les activités du programme. Les enseignantes avaient reçu une formation de

professeur Daniel Tremblay sur les institutions internationales de l'ONU et son initiative de développer une mineure en développement international dans le cadre du baccalauréat en sociologie et en sciences politiques.

² Le projet MOI tel qu'appliqué au Québec et au Pérou est un programme d'activités de développement de la représentation de soi et d'incitation à l'hygiène destinées à des écoliers de cinq ans. D'une durée moyenne de trente minutes, ces activités en classe sont des jeux d'observation et d'expérimentation de diverses parties du corps (dix-huit semaines d'activités à raison de trois par semaine). Les activités utilisent un matériel simple, peu dispendieux, que l'on peut retrouver généralement à l'école ou à la maison (débarbouillettes, casse-tête, marionnettes, etc.).

³ Notamment la Fondation Roncalli de Montréal, Rallye Tiers-monde de Victoriaville, le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke, Coup de pouce Ayuda et Solidarité Sud en Outaouais puis Développement et Paix.

départ exposant le projet MOI, ses fondements, ses objectifs et la façon de l'appliquer auprès des enfants.

En terme de recherche, les résultats ont confirmé que le programme MOI contribuait au développement de la représentation de soi des enfants par l'intermédiaire d'une intervention de sensibilisation à l'importance de saines habitudes d'hygiène en dépit des conditions pénibles des bidonvilles. L'insertion d'activités d'apprentissage et d'intervention à l'intérieur de la programmation scolaire courante a eu un effet positif non seulement sur les enfants mais aussi sur les éducatrices et sur les enseignants. L'évaluation a permis de constater que le jeu rendait les professeurs plus sympathiques aux yeux des enfants qui de leur côté leur manifestaient plus de confiance et d'attachement. Par ailleurs, l'intervention communautaire qui avait démarré bien avant les activités du programme dans les écoles, est venu enrichir, à partir d'une enquête sociale sous la forme d'une cartographie sociale, la connaissance des organisations et des programmes sociaux existants tant au niveau institutionnel qu'au niveau des groupes communautaires locaux. Dès lors, il fut possible d'identifier des leaders de ces milieux surtout à Villa El Salvador où la dynamique de collaboration avec un comité de quartier a été déterminante.

L'intervention communautaire réalisée misait sur le potentiel de changement social de ces collectivités locales (Doucet et Favreau, 1991) tout en évitant d'idéaliser la situation en prenant en charge une partie des problèmes immédiats de survie. Pendant le processus de mise en route, il est assez vite apparu essentiel d'intensifier la solidarité entre le Québec et le Pérou.

Une stratégie à deux volets a été privilégiée soit l'intensification des activités de l'ONG outaouaise Solidarité Sud et le soutien à des jumelages entre des groupes québécois et des groupes péruviens sensibles à l'engagement des plus jeunes dans le développement local.

L'ONG Solidarité Sud existe toujours et continue de développer plusieurs projets de solidarité dont un avec le Pérou (notamment avec le Groupe d'économie solidaire du Pérou, le GRESP), un autre avec le Brésil (Fréchette, 1990) et un troisième avec Haïti. Côté recherche, le CÉRIS travaille depuis

sur la question des services de proximité et des groupes d'entraide dans les pays du Sud (Fréchette, 1998) et sur la question des femmes et des jeunes de la rue en Afrique et en Amérique latine (Fréchette 2001 et 2002). Des professeurs rattachés à la CRDC travaillent eux sur l'économie sociale dans une perspective Nord-Sud.

2. Une formation internationale en développement communautaire à l'Université du Québec en Outaouais

Dans le cadre du programme de baccalauréat en travail social, la formation en organisation communautaire souffrait d'un déficit au plan de la dimension internationale. Deux professeurs, membres du CÉRIS, ont alors conçu un cours optionnel permettant de travailler de façon comparative l'organisation communautaire telle qu'elle se développe en Afrique, en Amérique latine et en Amérique du Nord (particulièrement au Québec). Résultats : aux deux ans, depuis le début des années 90, un groupe d'étudiants (une vingtaine en moyenne), choisissent ce cours, découvrent la réalité des sociétés du Sud et, par la même occasion, la réalité interculturelle québécoise. Ce cours est également venu valider des séjours d'étudiants au Chili quatre années de suite (séjours de quatre à huit semaines). Aujourd'hui, les étudiants en travail social et en sciences sociales qui veulent diriger une partie de leur formation en faisant un stage dans un pays du Sud peuvent le faire. La mise en route de ce type de stages est devenu progressivement une réalité notamment avec Haïti, la Tunisie et quelques pays d'Afrique de l'Ouest, sans compter les accords entre l'UQO et des universités de ces pays qui rendent la chose possible dans quelques pays d'Amérique latine (Argentine, Chili, Pérou). Côté recherche, les professeurs Assogba et Favreau, initiateurs de cette formation en développement communautaire comparé, ont intensifié leurs travaux sur l'économie populaire et le développement local en Afrique et en Amérique latine.

3. Un projet de coopération de la CRDC avec l'Amérique latine (1995-1997) : une première rencontre internationale de chercheurs et de dirigeants d'ONG à Lima

À l'origine, en 1995, l'ONG Développement et Paix invite un économiste péruvien au Québec et notamment dans l'Outaouais. Il vient parler d'économie solidaire. Son contact avec la CRDC amène

à formuler le projet de tenir un séminaire international en économie solidaire avec une trentaine de personnes de quelques pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique latine. De fil en aiguille, le projet devient plutôt un projet de rencontre internationale à Lima laquelle allait finalement se tenir en juillet 1997⁴.

Le succès de l'opération fut immédiat : 200 personnes, en provenance principalement d'ONG, d'une trentaine de pays (majoritairement du Sud) se réuniront pendant près d'une semaine pour réfléchir et organiser le début d'un réseautage international d'intervenants, de dirigeants et de chercheurs en économie sociale et en développement local en assumant, ce qui n'était pas du tout prévu, une déclaration commune (Favreau et Lachapelle, 1998). Dans les suites de cette rencontre où participaient plus d'une douzaine de représentants du Québec (réseau des femmes engagées dans l'économie sociale québécoise, réseau syndical, réseau coopératif, réseau de chercheurs), la proposition fut faite de tenir une prochaine rencontre du même type, quelques années plus tard, cette fois-ci au Québec. La délégation québécoise est donc revenue de Lima avec le projet d'étudier la faisabilité d'un tel projet qui n'avait rien d'évident.

4. Un projet de coopération de la CRDC et du CÉRIS avec les OCI du Québec : un premier colloque à l'UQO en 2000

La CRDC et le réseau syndical s'engagent alors, non sans peine, dans cette démarche⁵. Dans un premier temps, cette collaboration donnera lieu à un colloque à l'UQO qui réunira une centaine de personnes, principalement d'OCI, sur le thème «Économie sociale et coopération internationale» (Lachapelle, 2001). Ce coup d'envoi validera la pertinence de mettre sur pied un groupe capable de prendre en main la tenue d'une nouvelle rencontre internationale. Le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), sous la direction de l'ancien président de la CSN, Gérald Larose, devenu entre temps professeur invité en travail social à l'UQAM, se met alors en marche. Le colloque à l'UQO donnera également lieu au développement d'une thématique de recherche en économie sociale, dans

⁴ Parallèlement la CRDC participe à la tenue d'une rencontre similaire en Europe, à Ostende. Voir à ce propos Defourny, Develtere et Fonteneau, 1999.

⁵ Le réseau des groupes de femmes du Québec est, de son côté, fort occupé à planifier et à organiser la Marche mondiale des femmes de l'an 2000.

une perspective Nord-Sud, à la CRDC. Cette thématique prendra d'abord la forme d'un numéro de la revue *Économie et Solidarités* sur «l'économie sociale, la coopération internationale et le développement» (vol.31, numéro 2, 2000) où collaboreront plusieurs chercheurs issus d'un réseau international en émergence (Bidet, Donovan, Fall, Fonteneau, Parodi).

5. Une participation au comité scientifique du programme STEP du BIT à Genève (1998-2001)

Simultanément, la directrice du CÉRIS et le coordonnateur de la CRDC sont invités à participer à la mise sur pied d'un groupe de recherche au Bureau international du travail (BIT) à Genève sur l'économie sociale et la société civile dans le cadre d'un programme transversal de lutte contre la pauvreté émanant directement de la Conférence internationale de l'ONU sur la pauvreté tenue à Copenhague en 1996. Cette participation donnera lieu à la réalisation d'une recherche sur le développement local en Amérique latine à partir notamment de l'expérience de Villa el Salvador (Pérou) en 1999-2000 (Favreau et all., 2002), à la mise en réseau du CÉRIS et de la CRDC avec des chercheurs européens travaillant sur l'économie sociale au Sud (notamment les universités de Liège et de Leuven en Belgique et le Collège coopératif d'Aix en Provence en France) et finalement à la production d'un livre aux Presses de l'Université du Québec sur l'économie sociale et le développement local dans une perspective Nord-Sud et Sud-Sud (Favreau et Fréchette, 2002).

6. L'organisation d'une grande conférence internationale : Québec 2001

Le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), formé pendant l'année 2000, s'affaire à réunir sous un même toit les têtes des réseaux québécois d'économie sociale et de développement local (organisations syndicales, coopératives, de femmes), les regroupements nationaux d'entreprises collectives et d'organisations de développement local tels le Chantier d'économie sociale et le Conseil de la coopération du Québec, des organisations de coopération internationale (OCI) et des chercheurs travaillant sur ces questions. La CRDC est évidemment de la partie.

En octobre 2001 à Québec, presque au lendemain des attentats du 11 septembre à New York, se tiendra une rencontre d'une semaine qui réunira près de 400 personnes en provenance de 37 pays dont 25 du Sud, principalement de l'Afrique francophone et de l'Amérique latine (Favreau, Lachapelle et Lemay, 2002). Cette rencontre, dans son versant socio-politique, confirmera la

nécessité de créer une Commission internationale de liaison, validera le principe de l'alternance Sud-Nord pour la tenue de ce type d'événements, conclura sur la tenue d'une 3e Rencontre en Afrique et appuiera qu'elle se tienne au Sénégal, plus précisément à Dakar en 2005. Côté recherche, dans la mouvance de cette rencontre, un projet de constituer un réseau international de recherche sur le thème de «la création de richesse en contexte de précarité : comparaison Nord-Sud et Sud-Sud» (Fall et Favreau, 2003) fait alors surface.

À cette conférence, la CRDC contribuera à la détermination du programme de l'événement et contribuera à la diffusion des travaux de cette conférence par un numéro hors série de la revue *Économie et Solidarités* en trois langues (français, espagnol et anglais) (Favreau, Lachapelle et Larose, 2003) et par l'intermédiaire d'un site Internet à l'UQO sur les rencontres internationales d'économie sociale et solidaire. Ce site est devenu en 2004 un site de recherche en développement international dont un des volets couvre les nouveaux réseaux internationaux en économie sociale et en développement local (les autres volets diffusent des travaux sur les mouvements sociaux internationaux, la coopération internationale et les institutions internationales de l'ONU)⁶. Ce site s'alimente au noyau de chercheurs du réseau de la CRDC et du CÉRIS qui travaillent dans le cadre d'une problématique portant sur les innovations et les transformations au plan de la démocratie et du développement dans une perspective comparative Nord-Sud et Sud-Sud. La CRDC et le CÉRIS intensifient aussi pendant cette période leur collaboration sur le thème de la coopération Nord-Sud avec l'UQAM, tout particulièrement avec le Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS) et son directeur adjoint, Gérald Larose entre autre dans la production d'un numéro thématique de la revue *Nouvelles pratiques sociales* sur la solidarité internationale (Favreau, Fréchette et Larose, 2003). Simultanément, des étudiants africains de cycles supérieurs seront reçus à la CRDC et au CÉRIS comme étudiants doctorants et stagiaires postdoctoraux. Des partenariats de l'UQO soit avec des universités latino-américaines (Buenos Aires en Argentine et Temuco au Chili) soit avec des universités africaines (Université Cheik Anta Diop à Dakar au Sénégal) se verront confirmer.

⁶ Site des rencontres internationales : <http://www.uqo.ca/ries2001/>

Une visite scientifique au Sénégal en décembre 2002 (à l'invitation de l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN)), visite également sociopolitique (à l'invitation du RIPESS) donnera le coup d'envoi au projet de tenir un colloque sur le développement local en Afrique de l'Ouest (Favreau, McSween et Proulx, 2003), confirmera l'émergence des équipes africaines du réseau «Création de richesse en contexte de précarité...», mettra en évidence la pertinence de tenir une conférence internationale à l'UQO sur les alternatives socioéconomiques à la mondialisation néolibérale. Conférence qui permettrait le croisement actif des démarches de chercheurs et celles de partenaires sociaux dont le GESQ et le RIPESS. Ce séjour confirmera également l'urgence de recherches sur la création de richesse en contexte de précarité.

7. La construction d'un réseau international de recherche sur la «Création de richesse en contexte de précarité»

Ce programme de recherche initié conjointement par la CRDC et l'IFAN porte sur les pratiques de création de richesse par l'économie populaire, sociale et solidaire en contexte de précarité et sur les gouvernances locales, c'est-à-dire sur les différentes formes de collaborations entre associations, ONG, gouvernements locaux et PME/PMI que ce type de développement induit. Le tout est inscrit dans un cadre comparatif Sud/Sud (Afrique/Amérique latine) et Nord/Sud (Canada et Europe/Afrique et Amérique latine).

L'érosion des compromis sociaux et des types dominants de régulation économique et sociale qui ont constitué la base des modèles de développement de l'après-guerre tant au Sud qu'au Nord constituent le cœur de la crise actuelle. C'est dans cette mouvance générale que les mouvements sociaux ont commencé à occuper et à créer un espace d'innovation et de transformation sociale au cœur de la crise. La création de richesses par l'économie populaire, sociale et solidaire devient ainsi de plus en plus importante dans ce nouveau paysage économique et social mondial. Ces nouvelles initiatives sont susceptibles d'ouvrir de nouvelles voies au développement et à la démocratisation du développement.

L'objectif, sur un horizon trois à cinq ans (2003-2005), vise à faire l'examen critique d'expériences de production de richesses par cette forme d'économie dans une dizaine de pays d'Afrique (Burkina-Faso, Mali et Sénégal), d'Amérique latine (Argentine, Chili et Pérou), d'Europe (Belgique, France, Suisse) et d'Amérique du Nord (Québec, Canada) dans une perspective comparative Nord-Sud et Sud-Sud. L'orientation de la recherche est essentiellement qualitative et repose sur la combinaison d'études monographiques, d'observations directes, d'entretiens avec des entrepreneurs et d'études des accords intervenant entre partenaires. Une centaine d'expériences sont à l'étude. La période couverte est la décennie 90 jusqu'à aujourd'hui. Des équipes ont été constituées dans chacune des régions concernées sous la coordination générale d'Abdou Salam Fall et de Louis Favreau.

8. La tenue d'une grande conférence internationale à l'UQO en 2003

Le Sud et le Nord dans la mondialisation, quelles alternatives? Tel était le thème de la Conférence internationale tenue les 24 et 25 septembre 2003 à l'Université du Québec en Outaouais. Qu'en est-il ressorti? D'abord, en réunissant 432 personnes en provenance des quatre coins du monde, 120 organisations de toutes les régions du Québec, et de milieux divers (ONG, milieux universitaires, services publics, délégués africains des réseaux de développement local et d'économie sociale et solidaire, représentants du Forum social mondial, etc.), la Conférence a connu, en termes de présence, un succès sans précédent au Québec pour un thème de cette nature. Notons également la participation d'une cinquantaine de conférenciers dont 15 en provenance de différents pays principalement du Sud. Bref, tous les ingrédients étaient au rendez-vous pour stimuler les débats sur les questions liées à la mondialisation, à la société civile, à la démocratie et au développement au Sud comme au Nord.

Au-delà de la diversité des participants et des débats suscités, la conférence a eu de nombreuses retombées sociales et scientifiques. Mentionnons les principales et en premier lieu les retombées sociales :

1. à mi-chemin entre les rencontres internationales de Québec en 2001 et celle de Dakar en 2005, la conférence a marqué une étape importante dans le réseautage international d'organisations québécoises d'économie sociale et de développement local, signe que le mouvement pour l'altermondialisation prend encore plus d'ampleur ;

2. la Conférence a aussi permis de soutenir latéralement, d'une part, la rencontre de la Commission internationale de Liaison (CIL) du RIPESS et d'autre part, d'accréditer le GESQ en tant que Forum international des réseaux québécois d'économie sociale. Plusieurs événements ont fait suite à la conférence. Mentionnons, à cet effet, des activités de formation internationale à la FTQ, une tournée québécoise du président du RIPESS et plusieurs communications de la CRDC sous le thème de l'altermondialisation, du développement local et de la coopération internationale dans divers milieux associatifs.

Mais les retombées scientifiques ne sont pas moins réelles comme en font foi les trois éléments suivants :

- 1) la Conférence a concrétisé le décollage définitif d'un réseau international de recherche dirigé et initié conjointement par la CRDC (Québec, Canada) et l'IFAN (Dakar, Sénégal) en plus d'inscrire à l'ordre du jour de nouveaux accords de partenariat avec des universités étrangères du Nord et du Sud.
- 2) l'événement aura aussi permis des avancées en matière de recherche et de formation. À ce propos, mentionnons la venue d'étudiants étrangers lors de stages d'étude et de recherche à l'UQO, la réalisation d'un site Internet de portée internationale Nord-Sud pour la conférence, la publication d'un cahier spécial dans le Devoir (40 000 copies), et trois ouvrages.
- 3) La conférence fait aussi mûrir présentement le projet de développer une maîtrise en développement international à l'UQO.

9. La participation de la CRDC et du CÉRIS au GESQ et au RIPESS

En fonction de la tenue de la 3^e grande rencontre internationale de Dakar en 2005, la CRDC et l'IFAN comptent organiser avec le réseau international de recherche formé autour du programme «Création de richesse en contexte de précarité» un colloque qui précédera la 3^e rencontre internationale d'économie sociale et solidaire.

Mais la CRDC participe aussi localement à un projet de jumelage avec la CDÉC de Gatineau et la Coopérative de développement régional (CDR-OL), projet de jumelage entre les réseaux associatifs

et coopératifs de Gattineau et ceux de Saint-Louis au Sénégal, entre la CRDC et un groupe de recherche de l'Université Gaston Berger et éventuellement entre les deux municipalités concernées.

La CRDC et le CÉRIS sont aussi à peaufiner un projet de stage d'étudiants de travail social et de sciences sociales pour 2005 au Sénégal en vue de soutenir la logistique de la tenue de la rencontre internationale. Sans compter la collaboration de l'UQO dans la réalisation éventuelle d'un site internet d'informations sur la rencontre au secrétariat de Dakar 2005 au Sénégal.

10. En guise de conclusion

On peut synthétiser les choses de la façon suivante lorsqu'on refait l'itinéraire international Nord-Sud de la CRDC et du CÉRIS depuis leur origine il y a 15 ans :

TABLEAU 1 : ITINÉRAIRE DE LA CRDC ET DU CÉRIS EN COOPÉRATION INTERNATIONALE (1989-2004)

Partenariats avec la communauté	Recherche et formation scientifique
Coopération avec des universités et des ONG au Pérou (1989-1993)	Programme MOI, programme psycho-communautaire au Pérou dans des écoles de quartiers populaires
Collaboration avec des OCI du Québec engagées dans le développement communautaire	Formation internationale en travail social (développement communautaire comparé)
Soutien à une rencontre internationale en économie sociale et développement local (Lima 1997)	Recherches sur l'économie sociale dans une perspective Nord-Sud
Soutien au développement du Groupe d'économie solidaire du Québec, le GESQ (2000-2004)	Tenue d'un colloque à l'UQO sur l'économie sociale, la coopération internationale et le développement
Réseautage avec le programme STEP du Bureau international du travail (BIT) (1998-2001)	Production d'un rapport de recherche sur le développement local en Amérique latine
Organisation d'une grande conférence internationale à Québec en 2001 qui donne naissance au réseau Lima-Québec-Dakar devenu le RIPESS	Animation du comité de programmation, production d'une synthèse et production des actes de la rencontre (2002-2003) en trois langues
Partenariat avec l'UQAM pour la production d'un numéro de la revue <i>Nouvelles pratiques sociales</i> sur la solidarité internationale; avec le CIRIEC pour la production d'un numéro thématique de la revue <i>Économie et Solidarités</i> sur l'économie sociale dans une perspective Nord-Sud	Formation d'un réseau international de recherche sur le thème «Création de richesse en contexte de précarité» Production d'un ouvrage sur l'économie sociale, le développement local et la solidarité internationale (Favreau et Fréchette, 2002)
Conférence internationale sur les alternatives à la mondialisation néolibérale au Nord et au Sud (2003) à l'UQO (432 participants, 120 organisations)	Production de trois ouvrages sur les thèmes de la conférence (2004)
Soutien à la 3 ^e rencontre internationale d'économie sociale et solidaire (Dakar 2005)	Colloque à Dakar du réseau «Création de richesse...» (automne 2005)

Mais que dégager de cet itinéraire? La première conclusion c'est que les chercheurs de la CRDC et du CÉRIS pratiquent très souvent ce qu'on pourrait appeler «l'engagement dégagé» et le «dégagement engagé». Cette formule en raccourci signifie ceci :

- 1) une des composantes indispensables de notre travail de recherche sociale est d'être en partenariat avec des organisations du milieu. Ce partenariat permet d'une part à ces

organisations de consolider leur intervention, de les accréditer auprès de décideurs, de mieux expliciter leurs fondements, de les rendre plus visibles et de leur fournir parfois quelques pistes nouvelles d'action.

- 2) Le dit partenariat signifie d'autre part que la recherche obtient de meilleures garanties de pertinence sociale et la proximité des terrains permet de déceler plus rapidement les innovations qui couvent. Mais tout en étant engagés avec nos partenaires, nous ne sommes pas sur la première ligne de feu de leur intervention. En fait, nous cherchons à pratiquer le «dégagement engagé» à savoir que nos travaux doivent pouvoir s'exécuter en toute indépendance en exerçant une distance critique indispensable à tout savoir scientifique.

Cette position paradoxale, parce qu'elle est à la fois engagé et en distance critique, est difficile si on la compare à l'attitude scientifique traditionnel qui se tient loin des terrains, qui prétend à la neutralité et qui regarde les faits sociaux de l'extérieur ou à l'attitude militante et politique qui prétend que le savoir scientifique est un leurre. Elle nous semble néanmoins plus féconde si les deux parties réussissent à y trouver leur compte, ce qui fut assez souvent le cas.

La seconde conclusion concerne le travail à l'échelle internationale sur une base Nord-Sud. Celui-ci soulève des questions d'une autre nature, celui de la comparaison internationale, à la fois sur le terrain socio-politique et sur le terrain scientifique.

10.1 La comparaison internationale, surtout Nord-Sud, est une question politique

Le Québec possède toutes les caractéristiques des sociétés du Nord, c'est-à-dire démocratiques, industrialisées, urbanisées, ayant une économie de marché forte, une certaine capacité concurrentielle sur le plan international et disposant d'un régime de protection sociale par l'intermédiaire d'un État-providence. Dans ce cas, la comparaison avec des sociétés du Sud comme, par exemple, le Mali ou le Sénégal est-elle possible ? Ces pays occupent le 164^e et le 154^e rang des pays du monde en vertu de l'IDH (indice de développement humain du PNUD) alors que le Canada est au 3^e rang (il a même déjà été au premier rang). À première vue, la différence est trop forte pour supporter la comparaison. De plus, moralement parlant, certains s'indignent. Dans des discussions improvisées sur ce sujet,

deux commentaires du même ordre nous étaient adressés. Le premier avançait l'idée que les problèmes de développement des sociétés du Sud sont sans commune mesure avec ceux du Canada ou du Québec, le second nous affirmant que l'économie sociale des pays du Nord ne représente tout au plus que 10% de l'économie générale. Elle n'avait donc à leurs yeux que peu de choses à voir avec l'économie populaire prévalente au Sud car celle-ci doit bien représenter quelque 80% ou 90% de l'économie générale. Il convient donc de s'arrêter quelque peu sur cette question.

La mondialisation en cours a ceci de positif : si d'un côté, elle met en évidence les inégalités et les différences culturelles très importantes entre les populations de la planète, elle nous permet par ailleurs de voir se dessiner des problèmes communs. La revitalisation de quartiers en difficulté, l'écologie urbaine, l'emploi, le transport collectif, l'habitat et la santé, l'éducation et les services sociaux... sont des problèmes similaires même s'ils n'ont pas la même ampleur et la même densité. Il faut surtout ajouter qu'il existe des pratiques communes de transformation sociale de nos sociétés qu'elles soient du Nord ou du Sud? N'est-ce pas le cas historiquement du syndicalisme et du coopérativisme tant au Nord qu'au Sud. Les différences sociales entre le Nord et le Sud ont-elles conduites à la création séparée d'organisations exclusivement du Nord et exclusivement du Sud. Plutôt le contraire ! Le mouvement syndical a tout fait pour se donner des organisations véritablement internationales. Le mouvement coopératif avec l'Alliance coopérative internationale a fait de même. Il ne s'agit pas de nier les différences mais de les surpasser à l'intérieur de dispositifs internationaux qui se veulent réciprocaires même si la chose ne relève pas de l'évidence. En témoignent aujourd'hui le Forum social mondial et les nombreux réseaux internationaux d'ONG, d'entreprises et d'organisations d'économie sociale et solidaire ou de développement local. Sans compter l'interdépendance croissante des sociétés qui légitime encore plus le renforcement de la connexion Nord-Sud.

Finalement, il faut aussi rendre compte des nouvelles dynamiques en cours : l'aide décentralisée au développement fait de plus en plus place à la solidarité internationale et à la création de réseaux internationaux de débat, de réflexion et d'engagements dans de nouvelles stratégies d'action collective à cette échelle où gens du Nord et gens du Sud cherchent à se donner des espaces de dialogue interculturels et des espaces d'échanges économiques nouveaux (le commerce équitable en est un). Dans cette perspective, le simple repérage conjoint d'initiatives économiques populaires

innovatrices ici et là, au Nord et au Sud, constitue déjà une tâche politique et scientifique disposant d'une bonne capacité de démonstration et de mobilisation. Parce qu'il vient illustrer qu'une autre mondialisation émerge simultanément au Nord et au Sud et que celle-là travaille à rendre la planète plus équitable.

Mais nous savons, comme chercheurs et comme intervenants, que ce n'est évidemment pas suffisant de s'en tenir à cela. Il faut rassembler des expériences et les analyser, ce qui offre, à nos yeux, un très bon moyen de faire avancer le mouvement général émergent de l'économie sociale et solidaire de par le monde. Car l'analyse offre la possibilité de la mise en perspective favorisant ainsi, par delà les différences de pays, de culture et de continent, des convergences, des lignes de force communes. Ce faisant, nous sommes à même de découvrir les logiques socioéconomiques et institutionnelles à l'oeuvre dans nos sociétés respectives.

10.2 La comparaison internationale Nord-Sud : une question scientifique

Pourquoi une comparaison Nord-Sud si on pousse un peu plus loin la réflexion? Parce que, par là, il y a la possibilité de vérifier de manière empirique comment les problèmes et les contraintes socio-économiques sont vécus de part et d'autre mais aussi de trouver réponse à un autre type de questions plus importantes encore : quelles sont les marges de manœuvre et les stratégies des acteurs dans un environnement politique et social plus favorable, où le niveau de démocratisation a davantage pénétré le tissu social que dans les pays du Sud ? Quelle est la portée d'initiatives économiques populaires de création de richesse et les conditions de sa redistribution lorsqu'elles se réalisent dans un cadre politique et économique plus institutionnalisé, comme c'est le cas en Europe (Belgique, France et Suisse) et au Canada, pays au cœur du bassin de la richesse mondiale? Quelles sont également les nouvelles avenues de coopération Nord-Sud ? Une meilleure connaissance des dynamiques propres de développement des pays du Sud et du Nord peut favoriser des formes de coopération Nord-Sud plus appropriées.

Et pourquoi une comparaison Sud-Sud? Comme nous l'affirmons dans notre projet de recherche (Fall et Favreau, 2003), la prise en compte des facteurs tels que les caractéristiques et déterminants de la pauvreté, les liens entre la croissance et les programmes d'ajustement structurel (PAS), les

évolutions démocratiques et les mouvements de la société civile, permet d'identifier des similitudes dans l'organisation socio-économique de pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Amérique latine car ces pays se caractérisent généralement par des externalités très fortes, en particulier leur dépendance par rapport aux économies modernes mondiales européennes et américaines à partir d'institutions économiques internationales tels la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

Cette question de la comparaison Nord-Sud et Sud-Sud en appelle donc une autre : celle de la recherche transnationale en sciences sociales (Oyen, 2001). Qu'on le veuille ou non, les deux premiers obstacles auxquels nous faisons face en sciences sociales sont les suivants : 1) les frontières nationales demeurent encore prévalentes dans la très grande majorité des travaux en sciences sociales y compris dans les conceptualisations qui se veulent les plus générales⁷; 2) la recherche en sciences sociales sur des sujets qui traitent des questions de développement comme la nôtre est aussi largement dominée par des projets à court terme souvent hégémonisés par des «boîtes» de consultants en gestion qui produisent des études de cas censées être des «best practices» mais sans qu'aient été examinées plus à fond les conditions d'émergence et de développement de ses pratiques, c'est-à-dire les systèmes d'acteurs, les différents types de partenariat présents, les différents types de financeurs, les différentes approches (stratégies et théories) de développement sans compter les liens nécessaires de ces pratiques avec les conditions sociopolitiques générales des pays.

Il faut donc des activités de recherche plus globales, de moyen et de long terme, car le développement aujourd'hui, avec la mondialisation de la culture comme de l'économie et de la politique, posent de façon différente de vieux problèmes tel le décollage industriel d'un pays par exemple et de nouvelles questions tels l'impact social des migrations du Sud au Nord, l'effet de retour de flux financiers de ces migrations sur les communautés d'appartenance au Sud, le développement des économies locales sans investissement privé externe... Nous sommes encore bien mal équipés pour faire ce type de recherche. Voilà pourquoi nous nous inscrivons dans le cadre

⁷ Par exemple l'approche de la régulation comme celle de l'économie sociale et solidaire ont bâti leur théorie dans le cadre de sociétés où l'État social est très développé et où le travail qui prédomine est très majoritairement salarié. Ces approches se heurtent au Sud à la prévalence d'un travail qui n'est pas un travail salarié (travail indépendant dans le cadre d'une économie dite informelle) et à des États très peu développés du point de vue des transferts sociaux.

d'une programmation transnationale de recherche dont le thème est «Création de richesse en contexte de précarité». Dossier à suivre.

Références bibliographiques

- (2003), *Altermondialisation, démocratie et développement*, Cahier du Devoir, 13-14 septembre, 6 pages.
- Castel, O. (2002), *Le Sud dans la mondialisation. Quelles alternatives ?* Éd. La Découverte, Paris.
- Defourny, J., P. Develtere et B. Fonteneau (1999), *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Éditions de Boeck, Paris/Bruxelles.
- Doucet, L. et L. Favreau (1991), *Théorie et pratiques en organisation communautaire*, PUQ, Sainte-Foy.
- Fall, A.S. et L. Favreau (2003), «Création de richesse en contexte de précarité: une comparaison Nord-Sud et Sud-Sud», *Économie et Solidarités*, vol.34, numéro 1, p.168 à 179.
- Favreau, L., R. Lachapelle et G. Larose (2003), *Économie sociale et solidaire. Une perspective Nord-Sud*. Numéro hors série de la revue *Économie et Solidarités*, PUQ, Québec, 238 pages.
- Favreau, L. et L. Fréchette (2002), *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, PUQ, Québec
- Favreau, L., R. Lachapelle et J.-F. Lemay (2002), *L'économie sociale et solidaire : une perspective Nord-Sud. Synthèse de la deuxième Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité* (Québec 2001), Éd. Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), Sorel-Tracy, Québec, 62 pages.
- Favreau, L. et R. Lachapelle (1998), *Économie solidaire et coopération Nord-Sud : la rencontre de Lima*. Cahier de la CRDC, UQO, 33 pages.
- Favreau, L., L. Fréchette, M. Boulianne et S. Van Kemenade (2002), *Développement local et économie populaire en Amérique latine : l'expérience de Villa el Salvador*. Cahier de la CRDC, UQO, 140 pages.
- Favreau, L. (dir.) (2000), *Économie sociale, coopération internationale Nord-Sud et développement*. *Économie et Solidarités*, vol. 31 numéro 2.
- Favreau, L. (dir.) avec N. McSween et N. Proulx (2003), *Initiatives économiques populaires, démocratie et développement : les défis actuels de l'Afrique de l'Ouest*. Compte-rendu de colloque. Mai 2003, CRDC, UQO, 27 pages.
- Fréchette, L. (1990), «Pédagogie d'action sociale et organisation communautaire chez des prostituées du Nord-Est du Brésil», *Nouvelles Pratiques sociales*, vol.4, numéro 2, PUQ, Sainte-Foy.

- Fréchette, L. (1998), «Les cuisines collectives du Pérou : 20 ans d'entraide et de développement solidaire», *Économie et Solidarités*, vol.29, numéro 2, p.124 à 139.
- Fréchette, L. (2002), «Consolider la place des femmes dans l'économie sociale : un défi d'actualité au Sénégal». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 15 numéro 1, PUQ, Sainte-Foy, p.9 à 14.
- Fréchette, L. (2001), «Quand la jeunesse est conviée à bâtir la cité». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 14 numéro 2, PUQ, Sainte-Foy, p.12 à 19.
- Lachapelle R. (2001), *Compte rendu du Colloque «Économie sociale, coopération internationale et développement : enjeux et perspectives*, Cahier de la CRDC, UQO, 24 pages.
- OYEN, E. (2001), «La recherche transnationale et internationale en sciences sociales» dans Kazancigil, A. et D. Makinson, *Les sciences sociales dans le monde*, Éd. de l'UNESCO et de la Maison des sciences de l'Homme, Paris, p.212 à 218.

Liste des sigles

BIT	Bureau international du travail
CDEC	Coopérative de développement économique communautaire
CDR-OL	Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides
CÉRIS	Centre d'étude et de recherche en intervention sociale
CRDC	Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités
FMI	Fonds monétaire international
GESQ	Groupe d'économie solidaire du Québec
GRESP	Groupe d'économie solidaire du Pérou
IDH	Indice de développement humain
IFAN	Institut fondamental d'Afrique noire
LAREPPS	Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales
OCI	Organisation de coopération internationale
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAS	Programmes d'ajustement structurel
PME	Petite et moyenne entreprise
PMI	Petite et moyenne industrie
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le développement

RIPES	Réseau international de promotion de l'économie sociale et solidaire
UQAM	Université du Québec à Montréal
UQO	Université du Québec en Outaouais